

## CHAPITRE I

---

# UN PAYS JANUS

*« Je n'ai pas de religion et parfois, je voudrais voir toutes les religions couler au fond de la mer. Seul un dirigeant faible a besoin de la religion pour soutenir son régime ».*

Mustapha Kemal<sup>1</sup>

*« Vivre comme un étranger dans son pays ».*

Necip Fazil Kisakürek

## DE L'EMPIRE À LA RÉPUBLIQUE

Au début du XIII<sup>e</sup> siècle, une horde de cavaliers touraniens partie des monts de l'Altai traverse le Moyen-Orient et s'installe en Anatolie. Leur chef Ertogrul se taille à coups d'épée un chemin à travers l'Asie Mineure, jusqu'au bord du fleuve Shakharya où il s'exclame devant les siens: « ici dressez vos tentes ». Deux siècles auparavant, les Turcs Seljoukides les avaient précédés. La victoire de Manzikert en 1071 sur l'Empire byzantin avait ouvert l'Anatolie aux migrations des peuples nomades. Extrême avancée de l'Asie, la péninsule anatolienne baignée de trois mers constitue le déversoir naturel sur lesquels viennent mourir une à une les grandes vagues d'invasion venues depuis des millénaires des profondeurs de la steppe.

---

1. Grace Ellison, *Turkey today*, Hutchinson, Londres, 1928, p. 24.

L'installation des tentes d'Ertogrul consacre l'union d'un peuple avec un sol, la jonction d'une géographie exceptionnelle et d'une destinée manifeste. Osman, petit-fils d'Ertogrul fonde la maison des Ottomans. Trois siècles plus tard, sur les ruines de Byzance, les descendants de la horde ont bâti un immense empire. La prise de Constantinople (1453) par Mehmed II ressuscite l'idée impériale. Sous Soliman le Magnifique au XVI<sup>e</sup> siècle, l'empire est à son apogée. Il s'étend sur trois continents du Danube à l'Euphrate et de l'Atlas au Caucase. La flotte ottomane dispute la suprématie de la Méditerranée aux Européens. Les armées du Sultan sont aux portes de Vienne.

Mais déjà, imperceptiblement, les premiers signes d'essoufflement apparaissent. Les causes de cette décadence sont aussi bien endogènes qu'exogènes.

Premier bouleversement, les Européens avec les grandes découvertes tournent leur regard vers le couchant. La Méditerranée perd sa place prépondérante dans les échanges commerciaux. Avec l'ouverture d'une nouvelle route par le cap de Bonne-Espérance, les Européens ne sont plus dépendants de l'empire dans leurs échanges commerciaux avec l'Inde et l'Extrême-Orient. L'Empire ottoman n'est plus le centre du monde.

Mais les germes du déclin sont également consubstantiels à l'essence même de l'État ottoman.

Pour reprendre les mots de Jacques Benoist-Mechin, « *la Turquie est semblable à une armée qui a conquis un empire sans passer par le stade intermédiaire de la nation<sup>2</sup>* ». Les descendants d'Ertogrul ont fondé un empire dont l'armature repose sur l'encrier des fonctionnaires impériaux et le cimeterre des janissaires. Avec le système du *Devşirme* (ramassage d'enfants à leur naissance pour les élever dans la loi islamique), l'État ottoman crée sa propre élite. Les individus n'ont en théorie d'autres attaches que celles qui les lient à l'État. Le corps des Jannissaires joue un rôle fondamental dans l'expansion de l'empire et dans la perpétuation de l'idée d'État. La carrière militaire est une profession prestigieuse qui place le soldat au-dessus du reste de la société.

Le système des *Millet* (nationalités) est le deuxième grand pilier de l'empire. Les peuples soumis conservent leurs croyances, leurs institutions juridiques et sociales propres, en échange de l'allégeance au Sultan. Chaque religion forme un *millet* organisé comme une communauté légale sous la direction des porteurs du sacerdoce. Ce système ne permet pas seulement à l'État de contrôler les com-

---

2. Jacques Benoist Méchin, *Mustapha Kemal, La mort d'un Empire*, Albin Michel, Paris, 1954, p. 28.

munautés à travers leurs institutions religieuses mais également au clergé des différents *millet*s de s'appuyer sur le bras séculier pour réprimer les hérésies. Le système des *Millet* permet à chacune des communautés de vivre ensemble tout en vivant à part. L'une des raisons essentielles de cette coexistence pacifique réside dans l'absence de structures égalitaires et horizontales qui laissent les individus libres de vivre dans le respect de leurs traditions.

L'islam sunnite est religion d'État. Mais il est aussi un médiateur culturel, un intercesseur politique entre l'État et la société. À partir du Coran, la dominante sunnite de l'empire partage un ensemble de valeurs, lesquelles sont inhérentes aux notions de vertu et de justice. Les Ottomans organisent les autorités religieuses de l'islam en fonction d'une hiérarchie d'ulémas, c'est-à-dire de jurisconsultes qui donnent un avis juridique à partir de l'interprétation des écritures. La justice est rendue par les cadis. Ulémas et cadis sont recrutés parmi les professeurs de madrasas (écoles religieuses). Si les ulémas sont les gardiens de la légitimité religieuse du souverain, ils sont en revanche censés freiner ses tendances naturelles à l'arbitraire et au despotisme.

Les confréries sont l'autre composante de l'islam turc. Ces groupements de dévots s'adonnent à des pratiques mystiques sous la direction d'un cheikh ou maître selon une règle « *tarika* » ou « voie ». Beaucoup de cheikhs peuvent officier en même temps dans le clergé institutionnel sans qu'il y ait de friction entre les deux ensembles.

Il est possible de distinguer trois courants parmi les confréries. Le premier regroupe les confréries d'obédience strictement sunnite de rite hanafite — Naksibendis, Chaziliya. Le second, tout en se réclamant du sunnisme porte un intérêt au mysticisme à travers la figure d'Ibn Arabi — Halvetiyya, Meleviyya. Le dernier, d'inspiration chiite, tente de concilier islam et héritage chamanique — Bektachi, Melamiyya, Hamzeiyya.

Ultime composante de l'islam turc, les Alévis constituent un rameau hétérodoxe du chiisme. Ils descendent des tribus turkmènes nomadisant sur les plateaux du centre et de l'est du pays. Ils mêlent apports chrétiens et traditions chamaniques. Ils ne construisent pas de mosquées, ne font pas de prosélytisme et sont libres de consommer de l'alcool.

La conquête de la Mecque, de Médine, la victoire de Fadak en 1517 sur les Mamelouks transforment les Turcs en gardiens de l'islam. Le Sultan est calife. Il exerce la charge de commandeur des croyants. Mais la religion n'absorbe pas l'État. Les *Kanun* forment un droit séculier qui tout en étant en conformité avec

le Coran, développe un espace juridique autonome. L'État se perçoit comme une entité indépendante de la religion.

Hormis l'islam qui cimente cette construction cosmopolite, aucun lien ne relie les différentes composantes de l'empire entre elles. Seule une tension guerrière victorieuse permet à l'État ottoman de subsister. Délaissant l'économie, le commerce au profit des minorités juives et chrétiennes, l'empire compte sur les conquêtes pour lui apporter de nouveaux revenus qui à leur tour en financeront d'autres. Mais à partir du traité de Carlowitz (1699) et du retour de la Hongrie dans le giron des Habsbourg, le cercle vertueux se grippe. L'empire commence son inexorable reflux. La lutte pour la conservation des territoires conquis coûte toujours plus cher et les ressources fiscales s'amenuisent proportionnellement.

En toute logique, le concept des nationalités introduit à partir de 1789 dans le corps débile de l'empire ottoman contribue à accélérer le processus de décomposition. La convergence entre l'effritement de l'appareil militaire et le surgissement de la question des nationalités conditionne l'agonie de l'empire pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle. Ces échecs décident Mahmud II à se débarrasser en 1826 du corps des janissaires devenu une source chronique d'instabilité.

À partir de 1839 débute le processus de réforme, les *Tanzimat*.

Face au retard accumulé avec l'Europe, l'empire entreprend de refonder ses institutions sur le modèle européen. L'égalité en droits est accordée aux non-musulmans. Il s'agit par la consolidation et le renforcement de la structure étatique de juguler la pénétration européenne et l'agitation des populations balkaniques. L'épine dorsale de l'État, l'armée, bénéficie en priorité de ce mouvement avec l'instauration de la conscription. Ces changements font de l'armée l'agent rationnel de l'ordonnement de la société. Le second instrument de cette modernisation est la promotion de la technologie et des sciences au service du développement économique. Pour la bureaucratie ottomane, la science devient une force de régulation sociale et un mode de pensée alternatif. Les affinités entre les conceptions positivistes et les intérêts des élites bureaucratiques s'affirment tout le long du XIX<sup>e</sup> siècle. Affaibli par des révoltes incessantes, l'empire joue des rivalités entre puissances européennes qui redoutent son éclatement : Vienne, où les institutions plurinationales ont des ressemblances, Londres en raison du risque d'ouverture des portes de la Méditerranée orientale à la flotte russe. La guerre de Crimée en 1855 est l'illustration de ce jeu diplomatique. Mais deux décennies plus tard Moscou prend sa revanche. Au secours des Bulgares, les Russes parviennent à quelques kilomètres d'Istanbul. Les traités de San Stefano (1876) et de Berlin

(1878) amputent l'empire d'un tiers de sa superficie (Bosnie, Serbie, Bulgarie, Monténégro). Les Anglais en échangeant de leurs bons offices occupent Chypre.

Arrivé sur le trône en 1876, Abdülhamid II promulgue une constitution libérale inspirée de la monarchie belge. Mais une fois réuni en 1876 pour sa première session, le parlement est suspendu. Le « Sultan Rouge » revient aux valeurs traditionnelles de l'islam et affirme sa charge de calife. Le califat permet de garder un contact avec les populations musulmanes des territoires perdus. Le retour de la paix ouvre une période de modernisation de l'empire. Les transformations techniques sont encouragées par les grandes puissances européennes. Mais cette aide, loin d'être désintéressée, est à l'origine de nouvelles difficultés. Elle permet aux Européens de mettre la main sur les sources de revenus et sur l'essentiel de l'économie de l'État ottoman. De fait, l'empire est mis sous tutelle. Les pays européens se gavent de monopoles et de concessions. La dette publique passe sous le contrôle de l'étranger et implique des intérêts toujours plus exorbitants.

L'opposition au Sultan s'organise de façon clandestine autour du Comité Union et Progrès. C'est de Thrace que part la révolution « Jeune turque » en juillet 1908. Écœurés par un projet de résolution de la question macédonienne fondé sur l'envoi d'un contingent international, de jeunes officiers renversent le gouvernement. Le Sultan abdique au profit de son frère Mehmet V. En réalité, l'empire est dirigé par le triumvirat unioniste Talaat-Enver-Cemal. Composé de militaires formés en Europe, le mouvement Jeune Turc peut être considéré comme le précurseur des élites kémalistes. On y retrouve l'attachement aux méthodes positivistes dans l'administration de la société, l'importance de la notion d'État et l'idée d'excellence. Ce triptyque positivisme, étatisme, élitisme, repose pourtant sur des dynamiques contradictoires. Le radicalisme avec la volonté de créer une société sur des bases scientifiques se superpose à un conservatisme qui œuvre au renforcement de l'État et des intérêts de pouvoir du groupe dominant. Cette caste bureaucratique-militaire ressent cruellement la difficulté de créer une nation sur le modèle occidental à travers le recours à des moyens strictement légaux. Leurs idéaux scientifiques et positivistes se heurtent aux réalités d'un empire hétérogène où le sentiment national au sens moderne n'existe pas. Néanmoins, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec le reflux ottoman des Balkans, l'empire se transforme en un pays à dominante islamique. Plus de quatre millions de musulmans quittent la Crimée, le Caucase, les Balkans, et s'installent en Anatolie.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle le processus de désagrégation s'accélère. Amputé de ses provinces européennes par les guerres balkaniques, rongé de l'intérieur par

le système des capitulations, contesté en son sein par les éléments allochtones, l'empire se délite.

En 1911, la conquête de la Libye par l'Italie annonce l'hallali. Les Italiens s'installent en Tripolitaine et restaurent après quatre siècles d'éclipse la présence européenne à Rhodes et dans les îles du Dodécanèse. Les deux guerres balkaniques successives (1912-1913) entraînent la perte définitive de l'Albanie, de la Macédoine, de la Thrace occidentale.

En 1914, après avoir tergiversé entre l'Entente et la Triplice, — la France est le principal investisseur étranger — l'empire opte pour les puissances centrales. Mais les appels à la guerre sainte lancés par le sultan-calife rencontrent peu d'échos. L'offensive hivernale d'Enver Pacha dans les monts enneigés du Caucase se conclut sur une catastrophe sans précédent. Les Russes avancent jusqu'à Erzeroum où ils sont accueillis en libérateurs par les populations arméniennes. L'État ottoman réagit en organisant leur élimination massive. En avril 1915, la flotte anglo-française, dans l'idée de tendre la main aux Russes et de prendre à revers le dispositif des Centraux, tente de forcer le détroit des Dardanelles pour s'emparer de Constantinople. La résistance acharnée de l'armée turque conseillée par des officiers allemands a raison de la coalition franco-anglaise. Dix mois plus tard, l'armée d'invasion rembarque. En Mésopotamie, les Turcs parviennent à anéantir une armée anglaise à Kut el Amara mais cette victoire est rapidement annulée par le succès de la révolte arabe. À l'automne 1918, les fronts de Palestine et de Macédoine sont enfoncés. L'empire sombre dans l'abysse de la défaite. L'armistice de Moudros en novembre 1918 s'accompagne de l'occupation d'Istanbul. Le traité de Sèvres (1920) au bas duquel le dépositaire de l'autorité légale, le Sultan-Calife Mehmet VI, appose sa signature, sanctionne la débâcle. Ce traité prévoit la création d'un État arménien indépendant dans la partie orientale du pays et d'une région autonome kurde au Sud-Est; la France reçoit la Cilicie, l'Italie le sud-ouest de l'Anatolie, la Grèce l'Anatolie égéenne, Istanbul et l'ensemble de la Thrace.

## MUSTAPHA KEMAL DÉMIURGE DE LA TURQUIE MODERNE

De la Turquie, il ne reste plus qu'un misérable lambeau de terre. C'est depuis Ankara, au cœur de l'ultime réduit anatolien, que s'organise la résistance au traité. Âme de la résistance nationale, Mustapha Kemal comprend qu'il est inutile

de s'accrocher aux débris de la théocratie. L'empire est mort. Sa chute ne doit pas entraîner avec elle la nation turque. Tâche surhumaine, il s'emploie à tirer du sommeil une nation ensevelie sous dix siècles de cosmopolitisme.

Kemal oppose à la maison des Osmanlis le droit souverain de la nation turque à exister et à accéder à la forme moderne d'existence nationale : l'État-nation. Le 23 avril 1920, ce passage du stade latent à un stade conscient de la vie nationale est concrétisé par la Grande Assemblée nationale turque : elle s'affirme comme représentante de la nation et par conséquent dépositaire de la souveraineté qui ne s'incarne plus en la personne du Sultan-Calife. Mustapha Kemal prend les rênes du gouvernement. Il entreprend immédiatement une guerre de libération nationale contre Mehmed VI et les puissances étrangères. Jouant les Alliés les uns contre les autres, Kemal parvient à traiter de manière séparée avec la France qui se retire du conflit. De même, un accord est signé avec la nouvelle Union soviétique. Après une phase délicate, la guerre contre la Grèce prend un tour victorieux. Le 18 septembre 1922 alors que Smyrne se consume dans les flammes d'un gigantesque incendie, plusieurs millénaires de présence grecque en Asie Mineure prennent fin.

Le 29 octobre de l'année suivante, la République est proclamée et le Sultan déchu fuit dans l'indifférence générale.

Taillant dans la dépouille sanglante de l'empire un quadrilatère compact et homogène, Kemal ambitionne de faire de la Turquie une nation moderne indépendante de toutes contraintes à caractère supranational.

L'occidentalisation n'est pas conçue comme un processus d'acculturation visant à faire de la Turquie un pays européen. Au contraire, il s'agit pour Kemal de s'approprier la technique occidentale afin de pouvoir faire revivre l'âme turque d'avant l'islam. C'est une:

*« culture conforme à notre tempérament national, à notre histoire ; une culture également éloignée des superstitions de l'Ancien Régime et des idées étrangères incompatibles avec les qualités inhérentes à notre race ; une culture éloignée de toutes les influences étrangères en général, qu'elles viennent d'Orient ou d'Occident<sup>3</sup> ».*

---

3. Commission nationale turque de l'UNESCO, *Atatürk, pensées et témoignages*, Ajans-Türk, Matbaacilik sanayil, 1981, Ankara, p. 15.

L'islam, selon Kemal, est une parenthèse débilante de l'Histoire turque, la revanche des Arabes sur leur conquérant. Son message universaliste a dissous l'âme turque dans un magma informe. Preuve de cette volonté de ré-enracinement dans la plus longue mémoire, l'utilisation au début de la République du loup d'Asie centrale comme symbole officiel sur les timbres, les billets de banque.

La coupure avec la théocratie doit être définitive. La Turquie nouvelle ne peut tolérer de continuer à être le siège d'une légitimité transnationale sans renier ses principes fondateurs. Le califat est aboli en 1924. Cette politique des « mains libres » trouve sur un plan international son aboutissement en juillet 1923 avec le traité de Lausanne. La Turquie nouvelle entre dans le concert des nations. La Thrace, la Cilicie, les vilayets de Kars et d'Ardahan cédés à la Russie en 1878 sont restitués. Le système des capitulations et les avantages juridiques et économiques accordés aux étrangers sont abolis.

Ces succès diplomatiques comportent quelques ombres. Les détroits sont internationalisés et la Turquie renonce au vilayet de Mossoul au nord de l'Irak.

Après avoir tranché un à un les liens de servitude qui emprisonnaient la jeune nation turque, il reste à Mustapha Kemal à construire le pays. La Turquie, avec l'expulsion des populations grecques et l'élimination des Arméniens à l'Est, est devenue homogène. Cette disparition des éléments allogènes entraîne un bouleversement sans précédent dans la structure économique et sociale du pays.

Pour reprendre l'analyse du sociologue italien Vilfredo Pareto, lorsqu'il y a changement d'occupation dominante (par exemple, la prépondérance prise par l'économie dans les sociétés européennes à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle), les valeurs propres aux élites politiques des classes dirigeantes évoluent. Tout renversement de situation historique se traduit par un retournement des qualités exigées. Le kémalisme, ce n'est pas uniquement un changement de système de valeurs des classes dirigeantes, mais aussi une mutation du pouvoir et de son fonctionnement dans la perspective de la refonte d'une société nationale. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, il n'existait pas vraiment de classe entrepreneuriale et industrielle autochtone. Soldats ou fonctionnaires, les Turcs délaissaient ces métiers au profit des populations minoritaires. Kemal va user de barrières douanières prohibitives pour créer une bourgeoisie nationale. La prise en main de l'économie par cette nouvelle élite bureaucratique-militaire confirme le rôle clef de l'armée dans l'Histoire turque. En 1923, c'est l'armée qui crée l'État et l'État qui crée la nation. Cette matrice militaire hiérarchisée, centralisée, va déteindre sur toute la société turque. En allant à contre courant de l'immense majorité de son peuple